

# Olivier Le Bras

en collaboration avec Anne Guillou



Le combat du  
«métis breton»

LOCUS  
SOLUS

## Communiquer avec la presse

Je me suis trouvé fortuitement face à la presse dès 2010. Jusque-là, je peux dire que nous nous gardions de dire quoi que ce soit sur l'état de l'entreprise. La direction ne voulait pas que l'on communique. À chaque réunion du CE, on nous disait : « Méfiez-vous des journalistes! Ça va encore me rendre l'entreprise davantage en difficulté ! » Toujours animés par l'idée de servir, nous nous taisions : « Il faut faire attention, ne pas trop communiquer, on va donner une mauvaise image de l'entreprise, les clients vont partir... » Tant et si bien que la première fois que j'ai rencontré les journalistes, je ne voulais rien dire. La position syndicale était : « On ne communique pas ! »

Arrive un événement inattendu. C'était en 2010. Nous descendions à Quimperlé pour assister à un CCE. Quimperlé avait été choisi en tenant compte de la localisation des quatre sites (Lampaul-Guimiliau, Morlaix, Josselin, Saint-Nazaire). Notre réunion se tenait l'après-midi. C'était l'époque où l'on commençait à parler de rachat de l'usine Gad par la Cooperl, Bigard ou d'autres noms encore. J'avais déjà pris le leadership puisque le délégué syndical avait été renouvelé aux élections et que j'étais le seul à avoir un peu d'expérience. Nous avons une secrétaire administrative au bureau du comité d'entreprise qui s'occupait de tous les papiers, de la billetterie, et en qui j'avais entièrement confiance.

Alors que nous étions sur la route, elle m'appelle sur mon portable, assez inquiète : « Olivier, je suis un peu embêtée, il y a deux journalistes du *Télégramme* sur le parking et ils veulent absolument avoir une interview. Qu'est-ce que je fais ? » Je lui réponds : « Que veux-tu qu'on fasse ? On a dit qu'on ne communiquait pas. » Mais en répondant cela, je sentais bien que j'avais un peu peur de la presse. Peu après, elle me rappelle : « Les journalistes sont au CE, ils veulent absolument parler à un syndicaliste. S'ils ne peuvent t'avoir, ils vont aller voir le délégué CFTC. Qu'est-ce que tu fais ? »

J'ai tout de suite réagi. Ce délégué appartenait à l'autre syndicat et nous étions, il faut bien le dire, en guerre. Je réponds à la secrétaire : « Passe-moi le journaliste. » C'était Ronan Tanguy du *Télégramme*, je ne le connaissais pas du tout à l'époque.

Je ne sais plus qui conduisait la voiture mais j'étais très concentré. La conversation s'est amorcée. Il voulait savoir ce qui se passait chez Gad. Il m'interrogeait sur la cession possible à Bigard ou à la Cooperl. Ronan Tanguy a pris note de la conversation et a fait son article. On restait le soir à l'hôtel puisque le lendemain matin nous avons une autre réunion. J'ouvre le journal : il y avait une demi-page sur Gad dans le *Télégramme*. Et ce qui m'a frappé, c'était de voir mon nom cité : Olivier Le Bras, délégué FO. Beaucoup de choses étaient dites. J'ai été agréablement surpris de retrouver mes propos. C'était exactement la situation, et les salariés ont estimé que l'article était bien fait. D'ailleurs, on l'a affiché. Tous estimaient que je traduisais bien le point de vue des salariés.

Ce fut pour moi un déclic. Je voyais que ce n'était pas un exercice facile mais j'ai su, à ce moment-là, que je pouvais rencontrer et échanger avec la presse. J'ai appris très vite que la direction n'avait pas du tout apprécié de voir la publication. Le lendemain, en ouvrant la réunion, le président du CCE l'avait devant lui, et on sentait son agacement. Le directeur ne voulait surtout pas qu'on transmette des informations. Mais l'équipe syndicale avait réfléchi : « La direction nous interdit de communiquer ? Il faut donc le faire. » On savait aussi qu'une direction ne peut obliger un délégué à se taire.

### **Une voix pour les ouvriers**

À partir de ce jour-là, j'ai décidé de devenir le porte-parole du syndicat. C'était deux ans avant qu'on ait à faire face à ce que j'appellerai un aspirateur médiatique qui m'obligera à passer à un stade supérieur. Avec ce premier article que j'ai lu et relu, j'ai vu que ce qui était rapporté dans la presse était

clair et juste. Par la suite, j'ai donné beaucoup d'interviews. Je sais maintenant que c'est un exercice difficile. On a pu penser qu'après quatre ou cinq entretiens, j'étais à l'aise. Pas du tout. Un tel face-à-face suppose une concentration énorme, que ce soit avec la télé, avec un journaliste radio ou de la presse écrite. Et ce qu'on dit ne se rattrape pas. Si on dérape, si on a mal parlé, on ne peut pas dire : « Supprimez ça, ce n'est pas exactement ma pensée. » C'est l'article du journaliste après tout. Faire un démenti, ça décrédibilise celui qui a parlé. Il faut que le message soit audible, compréhensible. En écoutant les personnes médiatisées que j'admire beaucoup, je me dis : « C'est clair, c'est net, c'est juste. » Avant de me lancer, je ne m'imaginai pas que l'exercice était aussi difficile.

La seconde rencontre avec la presse, ce fut à Châteaulin. Je n'étais pas directement impliqué dans l'événement mais un journaliste m'a interpellé. Je ne pouvais pas me dérober. Un soir de juin 2012, Nadine Hourmant, déléguée FO aux Établissements Doux, m'appelle chez moi et me demande de la rejoindre le lendemain devant l'entreprise à 9 h. Elle précise : « C'est important. On a le CCE pour lancer la demande de redressement judiciaire. Les salariés sont en grève. Il y aura la presse. Si tu pouvais venir. » Quelques mois auparavant, je l'avais rencontrée et il avait été convenu entre nous qu'en cas de besoin, on se joindrait à l'autre et qu'on se soutiendrait. Je réponds positivement, signale à mon chef que je ne serai pas sur la chaîne le lendemain, mais en délégation, et appelle quelques salariés qui voudraient bien m'accompagner à Châteaulin.

Comme convenu, nous sommes devant l'établissement Doux le lendemain et donnons un coup de main à Nadine. La presse couvre l'événement Doux et, intrigués, des journalistes nous interrogent sur notre identité et les raisons de notre présence à Châteaulin. Nous leur disons que nous sommes des salariés de Gad, abattoir de porcs à Lampaul-Guimiliau, et que nous sommes venus épauler les collègues, tout en nous demandant si, la prochaine fois, ce ne sera pas notre tour. Alors une véritable interview commence : «

Combien de salariés à Lampaul-Guimiliau ? Combien sur l'ensemble des sites ? » Tout de suite, j'ai senti l'intérêt de la presse et, ce jour-là, j'ai récupéré une dizaine de cartes de journalistes. « Dès qu'il y a quelque chose, nous ont-ils dit, n'hésitez pas à nous appeler. » Début novembre 2012, la direction a convoqué un CE extraordinaire portant sur l'arrêt des intérimaires. L'entreprise Gad disposait d'un volant de 100, 150 personnes travaillant en intérim sur le site de Lampaul, un peu moins sur Josselin et beaucoup moins à Saint-Nazaire. J'étais rodé aux réunions de CE puisque j'étais au syndicat depuis 1997. J'avais participé à de nombreuses réunions et je n'étais pas très inquiet. La direction nous avait convoqués pour 9 h et nous y allions assez confiants. On savait que l'entreprise connaissait des difficultés. Comme chaque matin, j'étais sur la chaîne à 5 h et à 9 h et demie, je monte dans les locaux de la direction. À ce moment-là, je vois une voiture France 3 Bretagne sur le parking. J'étais étonné. Je n'avais pas pour habitude de prendre contact avec la presse.

La réunion se tient. On discute. C'était quand même assez tendu. Je ne me mets pas souvent en colère mais, ce jour-là, je l'étais et je n'ai pas pu me taire : « Comment peut-on en arriver là avec un site industriel de ce niveau ? » La réunion terminée, les responsables s'en vont. Il était à peu près midi et demi. On allait rentrer et, là, le journaliste demande qui est le porte-parole du CE. Les copains lui disent : « C'est Olivier, c'est à lui de parler. »

C'était la première fois que j'ai dû parler face à la caméra. C'était France 3 Iroise. J'explique au journaliste que la direction veut se séparer des intérimaires parce qu'il y a moins de production. L'abattoir a besoin de moins de personnel. Que ce n'était donc pas quelque chose de positif mais qu'on attendait la suite. J'avais déjà rencontré la presse écrite *Le Télégramme* et *Ouest-France*. On avait convenu de points presse par téléphone, et c'étaient les journalistes qui m'appelaient habituellement. Mais là c'était mon premier contact avec la télévision. Le soir, j'ai vu le reportage et j'ai éprouvé un sentiment bizarre en me voyant à l'écran.

Honnêtement, je me suis dit : « Oh ! Là, je ne suis pas bon ! On ne va pas me comprendre. » Le peu que j'ai vu, car ils ne passent que quelques minutes, je me suis dit : « Je suis nul à la télé ! » Je n'étais pas à l'aise. Et pourtant, les retours ont été plutôt positifs. Par la suite, j'ai toujours eu un bon rapport avec France 3 Iroise. Ce sont des gens d'ici, très à l'écoute, comme Tangi Kermarrec qui a toujours essayé de nous me[r]re à l'aise. Il nous disait : « On a besoin de l'information. Si vous pouvez nous la donner de façon claire, on est gagnants ». Et plus tard, quand j'ai dû affronter les télévisions nationales, TF1, M6, BFM, j'avais déjà de l'expérience.

7. Economie

Jeudi 10 octobre 2013 | Le Télégramme

# Gad. Le tribunal tranchera demain

**Le tribunal de commerce de Rennes, qui examinait hier le plan de continuation présenté par Gad SAS, tranchera demain à 17 h. Mais les salariés des sites de Lampaul et de Saint-Nazaire ont déjà perdu espoir.**

Les deux délégués CG, Olivier Le Rus, en larmes dans les bras de Jean-Marc Dettveille, à la sortie du tribunal.



« À l'audience, la plupart des intervenants ont prouvé pour débiter le plan de continuation. Pourtant, les salariés ont dit que cette décision n'est ni meilleure. C'est bien que l'entreprise ait présenté à Jussieu (30). Mais pour nous, il manque des éléments de visibilité. On apprendra des faits de l'Etat. Ça va être dur pour les salariés. » Hier soir, après plus de deux heures d'audience, Olivier Le Rus, délégué France Ouvrière, a quitté le tribunal de commerce dans un larmes. Des larmes aussi ne cédant qu'au moment de quitter le tribunal de commerce. C'est certainement

travaux comme ça les gens qui sont dans le pain. Ce sont des familles entières qui vont vivre sur le coup. » Comme prévu, le tribunal de commerce a donc examiné hier le plan de continuation que lui a présenté la direction de la société d'abattage-grésoyage de ponts. Il prévoit de former l'entreprise de Lampaul-Guillevic (250 salariés) et de recruter l'activité sur le second abattoir du groupe à Jussieu dans le Morbihan où 340 emplois pourraient être créés, selon la direction. Le plan envisage de fermer les sites de Saint-Nazaire (30 salariés) ainsi

**« Lampaul-Guillevic n'est pas la poulette de la Cocab. »**

Jean-Marc Dettveille, délégué CG de Lampaul-Guillevic.

que le siège du groupe à Saint-Martin-des-Champs près de Morlaix (30).

**La production bascule à Jussieu**  
Gad SAS entend juste soumettre à Lampaul une offre de 500 emplois, un chiffre apprécié dans le bâtiment des pontiers ainsi que la réduction d'espaces qui servent à traiter les déchets nous de l'abattoir de Jussieu. Ce qui scandalise le main de Lampaul-Guillevic, Jean-Marc Dettveille, délégué CG à Saint-Nazaire et lui aussi en larmes. « La direction de Lampaul n'est pas la pou-

lette de la Cocab ». Comme Olivier Le Rus, l'Alsacien persiste à dire que la Cocab a fait « ça était politique ». « La Cocab est un groupe industriel de qualité. C'est pour cela qu'elle a privilégié Jussieu comme site de Lampaul. » Le tribunal de commerce tranchera donc demain entre deux options : soit il valide le plan de continuation, soit il propose la liquidation judiciaire. Un scénario négatif, ils sont persuadés que c'est la première option qu'ils choisissent. S'ils, alors, la direction de Gad a prévu de basculer une partie de l'activité de Lam-

pad vers Jussieu, ils le savent certainement. « Il n'y aura plus de salariés à Lampaul. »

**Quatre groupements actionnaires**

Une en communisme, les groupements d'intervenants privés Jussieu, Ponts, Supremes et Imbale déclarent que l'activité de Lampaul « sera en état de maintenance ». Ils demandent que l'activité « est classé dans les meilleurs outils industriels capables d'offrir une stratégie de développement commercial durable sur les marchés internationaux » et « améliorer leur relation à ceux qui souhaitent à leur voir et leur industrial ». 31

31. Le 10 octobre. La décision ne sera annoncée que le lendemain, mais j'en connais déjà la teneur et je m'effondre dans les bras de mon collègue délégué Jean-Marc Dettveille. Je sais que les jours qui viennent seront très difficiles.

(© François Dettveille/Le Télégramme)

## **J'ai rencontré des gens bien**

Les événements de l'année 2013 se sont déroulés comme une pièce de théâtre, une dramatique aux enjeux complexes où des forces contraires se sont confrontées et où nous, les salariés, avons été ballottés, menacés, malmenés, et finalement jetés sur les bas-côtés de la scène. Nous avons, à tort et trop longtemps, entretenu des espérances, péché par naïveté (« la boîte est solide, elle tiendra ! » disions-nous), pour découvrir, tardivement, la logique de l'entreprise et de ceux qui la détiennent. Embauchés dans une entreprise que l'on a longtemps considérée comme « familiale », dans tous les sens du terme, nous avons vu le rideau tomber et découvert la vraie nature de l'entreprise. Nous avons tous essuyé des vexations, subi des traitements douloureux qui ne s'effaceront pas de sitôt. Les stigmates persisteront chez la plupart, marqueront pour longtemps les esprits les plus jeunes, mais aussi leurs jugements et leurs pratiques. Les plus anciens, s'ils arrivent à trouver un espace d'activité conforme à leurs capacités, s'il leur est donné d'effectuer leurs dernières années de travail sur un chemin pas trop rude, jouiront bientôt d'une retraite bien méritée. Mais rien ne nous assure qu'elle sera longue et exempte de nouvelles souffrances.

## **Une longue métamorphose**

Quant à moi j'ai l'impression d'avoir été démoli et reconstruit par cette épreuve. Je suis devenu , au cours de ces mois, un autre homme. Avant même de relater la suite du cheminement en compagnie de tous mes collègues, je ne peux m'empêcher de revenir sur cette impression de profonde métamorphose dont j'ai été l'objet. Avant 2012-2013, je ne soupçonnais même pas pouvoir participer activement à un tel événement pour, en définitive, en sortir profondément transformé. Ce retour sur le passé m'aide aujourd'hui à clarifier mon propre parcours et tous ses aleas. Je m'interroge sur la nature de l'être que je suis devenu, sur ma personnalité qui s'est affirmée. Beaucoup de mes

collègues, les délégués et tous ceux qui ont été de toutes les manifestations, doivent ressentir la même chose. On sort d'un conflit social changé, remanié, comme un soldat rentre du combat aguerri, consolidé, ou, au contraire, blessé, amputé, anéanti. Psychologiquement, durant ces semaines de conflit, je suis passé par toutes sortes d'états d'âme où l'anxiété était constante. Je n'ai pas connu, un seul jour, la détente sereine où l'on peut se laisser aller à une distraction aussi futile que rafraîchissante.

J'avais accepté d'être le porte-parole de l'ensemble des personnes des établissements Gad. C'était un fardeau lourd mais j'étais volontaire. Depuis toujours, mon tempérament m'a porté à aller vers les autres, à prendre la charge qui se présentait, et on pouvait compter sur moi pour rendre service. Curieusement, c'est comme si je devais m'engager, comme s'il y avait quelque chose à réparer. Cela explique sans doute que j'ai assumé cette responsabilité. Prendre sur moi une part du malheur collectif s'imposait. Le moment était venu.

Très longtemps, j'ai éprouvé un sentiment d'inexistence, ressenti un manque de consistance, de personnalité. J'ai même dit souvent que je me sentais insignifiant, transparent : j'aurais pu tomber à terre, j'aurais trouvé ça tout à fait normal que personne ne vienne me ramasser ! Ce fût longtemps mon sentiment, et je pense qu'il y a des gens dans la détresse qui vivent un peu cela. La vie est fade, sans saveur, sans relief. Et puis un jour, après avoir affronté des situations jusque-là inconnues, on s'aperçoit qu'on a changé, qu'on ne vous voit plus de la même manière. On vient vous saluer et même le député vous fait un signe de la main pour vous dire qu'il vous a bien reconnu ! Si j'ai voulu ce livre, c'est à la fois pour transmettre cette expérience sociale vécue collectivement, mais aussi cette révolution personnelle, qui m'a fait passer d'un état où je n'étais rien à un statut de « héros », même si le terme est un peu fort.

La journaliste du *Télégramme*, Sophie Prévost, qui a fait de moi un portrait plutôt élogieux en octobre 2013, a souligné ce

que j'étais enfant et même adolescent : timide, effacé, peu sûr de moi. C'est tout à fait vrai, et si je me comportais ainsi, enfant sans relief, transparent, insignifiant, comme bien d'autres qui n'ont pas le talent de se faire voir, de se faire remarquer, c'est sans doute que je considérais que c'était là la meilleure attitude. Inconsciemment, on devient ce que l'on peut être. Pour moi, c'était peu de chose. Et, en grandissant, j'ai continué à m'effacer. Beaucoup de personnes ont vécu cette expérience. Quand, dans le milieu où l'on vit, on ne se sent pas tout à fait légitime, autorisé à prendre toute sa place, ou on s'efface, on se neutralise, ou bien on en fait trop et on devient violent pour qu'enfin on tienne compte de votre existence. Je me suis effacé et j'ai appris de bonne heure à le faire.

Je dois dire qu'à l'entreprise de Lampaul-Guimiliau, où j'ai été embauché après mon service militaire, j'ai été plutôt bien accepté. Quand je suis arrivé à la découpe, il n'y avait pas d'étrangers chez Gad. J'étais le premier ouvrier « non-blanc ». Je me souviens d'une scène qui en répétait d'autres vécues à Pommerit-Jaudy, la ville costarmoricaïne où se trouve le lycée que j'ai fréquenté quatre années durant. C'était dans le premier mois de travail à l'usine. Mes collègues se demandaient d'où pouvait venir cet homme métissé. Ils avaient du mal à mettre une origine sur mon visage. « Il n'est pas africain, il n'est pas maghrebin, il est quoi celui-là ? » Je sentais leur interrogation. Autant j'ai mal supporté cette interrogation faite de suspicion au lycée, autant, là, je la vivais sans drame. Mes collègues étaient intrigués mais nullement agressifs. Quand j'ai eu un peu plus confiance en moi, je me suis dit, je vais aller les voir. Et je leur fais savoir que je viens de La Réunion. Ils ont été très surpris. A ce moment-là, j'avais encore trop de mal à dire que j'étais 100% réunionnais. Je leur disais presque la vérité : « Je m'appelle Le Bras. Mon père est breton, ma mère réunionnaise. » Ce qui est vrai sur le papier mais pas dans le sang ! Cette mise au clair faite, ils ont eu l'air rassuré ! « Ah ! Mais alors, tu es français à part entière ? » Je les laissais satisfaits par cette demi-vérité.

Avec le temps, mon caractère avait déjà changé, et j'ai eu l'habitude de prendre les devants, de lever le mystère tout de suite : « Voilà, je viens de La Réunion ! » Du coup, les rapports se sont modifiés. Dire que cette seule révélation m'a permis d'acquérir une légitimité serait exagéré. Mais les rapports se sont améliorés et j'ai vraiment eu des affinités avec les gens de la Découpe 0. Ils s'autorisaient même à donner des conseils d'amis au métis nonchalant que je devais être : « Si tu rentres dans la Découpe 0, il faut que tu saches que c'est très difficile, très viril. Si tu ne rentres pas dans le clan, tu vas te faire éjecter, tu seras maltraité presque... » Sachant cela, j'ai contourné l'obstacle et j'ai pris les devants. J'allais vers les gens sans savoir s'ils étaient ouverts et tolérants, et je discutais. Quand on est huit heures face à face, il vaut mieux parler plutôt que de se regarder en chiens de faïence. Et si tu as devant toi quelqu'un qui a l'air hostile, il vaut mieux aller vers lui et engager la conversation. Du coup, tu lui coupes l'herbe sous le pied et tu abordes toutes sortes de sujets. Tu trouves même des centres d'intérêt communs. Et ton interlocuteur finit par penser : « Ah ! C'est pas un blanc mais c'est un peu un blanc quand même ! » J'allais vers eux pour qu'ils voient que c'est pas la couleur de la peau qui compte. Et le sport, le foot, la course à pied, le vélo, c'était de bons prétextes à échanger : on se trouvait des affinités. Selon les loisirs qu'on avait, ça amenait des discussions. On commentait les articles du *Télégramme* et ils venaient vers moi tout naturellement. Je m'étais dit : « Ne reste pas dans ton coin ! Tu as peut-être des anénes à faire ici. Si tu t'isoles, ce sera invivable pour toi. » On avait ouvert le dialogue. Il y avait quand même des gens avec qui ça ne se passait pas bien, avec qui il y avait des problèmes, non pas à cause de la couleur de la peau, mais plutôt par désaccord sur les idées, sur les valeurs. Ceci est valable pour quiconque.